

Racisme, islamophobie, LGBTQIphobies :

les pièces maîtresses de la fascisation en cours



Scandale de Bétharram : culture de l'impunité à géométrie variable

Le scandale de Notre-Dame de Bétharram a révélé que plus de 150 plaintes de mineurs/enfants au moment des faits victimes de viols, d'agressions et de maltraitements perpétrés par des adultes de l'établissement depuis 1957 avaient été déposées. Alors que plusieurs signalements ont été remontés dès 1993, l'ancien Ministre de l'Éducation Nationale et aujourd'hui premier ministre François Bayrou et l'administration n'ont répondu que par une défense de l'établissement, un déni et un silence complices. L'institution était connue pour les sévices qu'elle faisait subir aux enfants, et pourtant rien n'a été fait pour les protéger.

En plus de refléter la manière dont sont traitées les violences sur les enfants en France, ce scandale illustre la culture de l'impunité des établissements privés catholiques. ND de Bétharram a en effet été défendue par des notables et des politiques malgré les plaintes pour violences déposées. A Paris, l'exemple de Stanislas est édifiant. En dépit des violences subies par des élèves et le non respect de l'établissement du cadre établi par la loi de 1905 encadrant les établissements

privés sous contrat, Stanislas a continué à recevoir des subventions de la région Île de France mais aussi, après une courte suspension, de la Mairie de Paris à hauteur de 1,3 million d'euros.

Ces affaires reflètent notamment l'asymétrie dans le traitement opéré par l'État entre l'enseignement sous contrat catholique et musulman. Aucune inspection générale n'a été diligentée pendant 30 ans à ND de Bétharram malgré les signalements, tandis que les établissements musulmans subissent un acharnement administratif et se voient retirer leur contrat d'association avec l'État au moindre prétexte. En témoignent le groupe scolaire Al Kindi, qui a subi 5 contrôles en 2024 et le lycée Averroès qui ont tous deux été privés de subventions et sont menacés de fermeture après la rupture de leurs contrats. Il n'existe ainsi plus d'école musulmane sous contrat avec l'État aujourd'hui.

Ces deux poids deux mesures démontre bien une islamophobie systémique au sein de l'Éducation Nationale et plus largement au sein de l'État.

Jeunes racisé·es et mineur·es isolé·es : négation du droit à l'enfance

Cette asymétrie est loin d'être une exception. Elle se retrouve dans l'espace public, et la situation des Mineur·es Non Accompagné·es venant des anciennes colonies françaises et européennes en Afrique et en Asie

est en ce sens emblématique. Ces jeunes sont quasi systématiquement exclu·es de la reconnaissance de minorité et ainsi placé·es dans une situation de non droit absolu qui viole toutes les conventions des droits de l'enfant et

les met à la merci de l'exploitation et des maltraitances. Lorsqu'ils et elles parviennent à être reconnu·es comme mineur·es, souvent après des mois d'attente et de souffrance, leur prise en charge par l'ASE diffère de celle de jeunes considéré·es français·es. Dans la plupart des départements, le prix journée attribué à une association pour la prise en charge d'un·e MNA est inférieur à celui d'un·e non MNA. En 2024, plusieurs départements n'ont ainsi pas

hésité à annoncer la suspension des prises en charge des enfants de nationalité étrangère par l'ASE.

Alors que le droit à l'instruction pour les moins de 16 ans et à la formation pour les moins de 18 ans est inscrit dans la loi, de nombreux·ses mineur·es étranger·ères sont exclu·es de fait de ce droit et leur scolarisation fait l'objet d'une lutte acharnée.

Islamophobie d'État et construction d'un « problème musulman »

En construisant une image de l'Islam comme une religion qui, contrairement aux autres, serait un "problème", les musulman·es ou présumé·es musulman·es ont été érigé·es en potentielles figures du mal.

Ainsi, dans la continuité de la loi de 2004 interdisant le port de signes religieux à l'école (qui était destinée aux élèves musulmanes portant le foulard), le Sénat a voté au mois de février la même interdiction au sein des compétitions sportives. Quelques semaines plus tôt, Bruno Retailleau déclarait vouloir interdire le voile à l'Université ainsi que l'accompagnement des mères portant un foulard aux sorties scolaires. Après avoir voulu exclure les élèves musulmanes de l'école (avec également l'interdiction des "abayas" en 2023), le gouvernement veut désormais exclure les musulmanes de l'Université et du sport. Ces exclusions traduisent une volonté de contrôle raciste et colonial des corps des personnes musulmanes et/ou non-blanches, toujours

considérées comme suspectes et non désirables dans l'espace publique. L'humoriste Merwane Benlazar en a récemment fait les frais. Victime d'un acharnement islamophobe après une chronique sur France 5 pour avoir eu le tort de porter une barbe, un bonnet et d'être arabe sur une chaîne du service public, il est ainsi rendu coupable d'être trop visible dans un espace qui n'est pas considéré comme le sien, de n'être pas "à sa place", voire même de constituer par sa seule présence un facteur d'islamisation de la société s'inscrivant dans le soi-disant projet de grand remplacement tant revendiqué par la droite.

Inversement, propos racistes et islamophobes se déversent quotidiennement sur toutes les chaînes alors que les figures d'extrême droite ne sont plus ostracisées. Les musulman·es, les personnes racisées et les personnes dites d'extrême gauche sont pour leur part jetées en pâture aux populistes de toute sorte.

Les LGBTQIphobies aux États-Unis comme alerte

Comment ne pas s'alarmer de la situation actuelle ici, quand on constate la vitesse à laquelle la situation des minorités s'aggrave lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir, comme c'est le cas aux USA ? En quelques semaines, la multiplication des mesures LGBTQIphobes donnent le tournis : depuis la

prise de pouvoir de Donald Trump, les personnes trans et la communauté LGBTI + états-unienne dans son ensemble craignent pour leur sécurité dans un contexte de libération de la parole transphobe et de restriction de leurs droits. Dès son investiture, le président entrant a ainsi affirmé que les

États-Unis ne reconnaîtraient plus que «deux sexes, masculin et féminin» et a annoncé sa volonté de mettre fin à ce qu'il qualifie de «délire transgenre». Parmi les premières mesures figurent la suppression de la mention de genre «X» sur les passeports, ainsi que la fin des changements d'état civil. Plusieurs personnes trans états-uniennes rapportent ainsi des refus de renouvellement de passeport, des retours en arrière annoncés sur un changement d'état civil déjà effectué et même la confiscation de leurs documents par les autorités américaines. Cela les expose aux discriminations, aux harcèlements et violences lors de contrôles d'identité ou de démarches administratives du quotidien et restreint leur liberté de circulation, allant jusqu'à leur faire craindre l'impossibilité de quitter le pays.

L'administration Trump met également fin aux poursuites visant les entreprises qui

discriminent leurs employé.e.s trans (injures, harcèlement, licenciement abusif, ...).

Si, comme annoncé, les États-Unis coupaient les financements contre le sida, la situation serait dramatique. « Selon l'Onusida, en cas de suppression totale de l'aide américaine, 6,3 millions de personnes pourraient mourir du sida d'ici 2030. Le nombre d'orphelins pourrait, lui, atteindre 3,4 millions »

Une censure conservatrice sans précédent prive des écoles de milliers de livres, principalement des ouvrages destinés à la jeunesse abordant les sujets de genre, racisme ou les questions LGBTQI+. Tout comme Elon Musk, Steve Bannon fait un salut nazi lors de la conservative Political Action Conference. Et bien évidemment, les conservateurs sont en ordre de marche pour interdire le mariage pour tous·tes aux États-Unis.

Génocide en Palestine et répression du mouvement de solidarité

Enfin, le traitement du génocide du peuple palestinien dans les médias est emblématique de l'asymétrie raciste et islamophobe qui règne actuellement. Il est clair que les Palestiniens ne sont pas traité·es comme des humains qui auraient la même valeur que d'autres. Cette déshumanisation du peuple palestinien a pu permettre une criminalisation des mouvements et expressions de soutien à la Palestine sans précédent en France et partout dans le monde occidental.

Ainsi, pendant qu'Israël poursuit l'annexion de la Cisjordanie dans un silence assourdissant, coupe l'électricité et empêche l'aide humanitaire d'entrer à Gaza, la répression du mouvement de solidarité se poursuit. En France, le plus ancien prisonnier politique d'Europe, Georges Abdallah, militant communiste libanais et combattant de la résistance palestinienne, est ainsi détenu dans

une prison française depuis 40 ans alors qu'il est libérable depuis 1999. La justice a pourtant ordonné sa libération en novembre 2024 mais celle-ci a récemment été ajournée sous condition d'indemniser les parties civiles, dont les États-Unis ! À Paris, plusieurs rassemblements pour réclamer sa libération ont été interdits, comme des dizaines de rassemblements ou conférences de soutien à la Palestine depuis 2 ans et demi. À Toulouse, le Collectif Palestine Vaincra a été dissout par le Conseil d'État (sous demande initiale de Gérald Darmanin en 2022) au prétexte de ne pas avoir "modéré les commentaires" sous leurs publications sur les réseaux sociaux. Actuellement, des ministres discutent ouvertement de la possibilité de déchoir Rima Hassan de la nationalité française au prétexte qu'elle soutiendrait le terrorisme à travers sa dénonciation des massacres perpétrés en Palestine. Le Sénat vote également pour

criminaliser l'antisionisme dans l'enseignement supérieur. Le Préfet de Paris Laurent Nuñez, quant à lui, soutenu par Bruno Retailleau, a tenté d'interdire la manifestation féministe du 7 mars car celle-ci apportait son soutien aux femmes et résistantes palestiniennes. Ces décisions politiques confirment le soutien inconditionnel de la France à l'État d'Israël et sa complicité dans les crimes commis sur les palestinien·nes.

L'injustice flagrante des asymétries de traitements des vies crée des réactions de

révoltes qui profitent aux fascistes de toute sorte. Ainsi, outre le fait d'insulter des milliers de Juifs et Juives qui rappellent que "Plus jamais ça" signifie "Plus jamais ça pour personne", la valorisation de l'importance des vies israéliennes par rapport aux vies palestiniennes sert à l'extrême droite et leurs alliés à renforcer le mythe antisémite qui veut faire croire que les personnes juives ou considérées juives bénéficieraient d'un traitement de faveur par rapport aux autres.

Faces à ces injustices, organisons-nous !

Racisme, islamophobie, LGBTQIphobies sont les pièces maîtresses de la fascisation en cours en France et dans le monde occidental en général. Il est temps de s'engager dans tous les espaces de résistance (collectifs, syndicats...) et de les combattre pied à pied dans notre quotidien et sur nos lieux de travail. Seules la solidarité, la lutte et l'organisation collective nous permettront de combattre tous les systèmes d'oppression.

SUD éducation Paris revendique :

- **L'argent public pour l'école publique et la fin de tous les financements aux établissements privés sous contrat ;**
- **L'abrogation des lois anti-immigré·es ;**
- **La protection des mineur·es isolé·es étranger·ères et des jeunes majeur·es scolarisé·es, l'arrêt de toutes les expulsions et les mêmes droits pour toutes et tous ;**
- **La régularisation de tous les sans-papiers par la délivrance d'un titre unique de séjour ainsi que la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes ;**
- **Le respect du prénom et du pronom d'usage, un changement d'état civil libre et gratuit en mairie sans intervention des pouvoirs judiciaires et médicaux ;**
- **L'élaboration de matériel pédagogique spécifique sur les questions des LGBTQIphobies ;**
- **La mise en place dans la formation initiale de modules obligatoires sur les problématiques de genre et de racisme pour les futur·es enseignant·es et pour toutes les autres catégories de personnel**
- **L'abrogation des lois, circulaires et pratiques islamophobes dans l'Éducation Nationale et ailleurs (Loi de 2004, circulaire sur les « abayas », sanctions abusives contre les élèves accusé·es d'enfreindre la laïcité...)** ;
- **L'arrêt du soutien de la France à Israël et la fin de la répression du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.**

Soyons nombreux·ses le samedi 22 mars à la Marche des Solidarités pour la journée internationale contre le racisme et le fascisme, 14h République